

Discours du président de la République, chef de l'Etat à l'occasion de la clôture du dialogue politique

Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Présidents des Institutions Constitutionnelles,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et représentants des organisations internationales
Mesdames, Messieurs,
Mes chers compatriotes,
Notre sagesse bantu nous enseigne qu'on peut refuser un ordre. Mais on ne doit pas refuser un appel.
J'ai lancé un appel au dialogue, beaucoup y ont répondu. D'autres ont fait la sourde oreille. Mais la palabre des enfants du Gabon a bel et bien eu lieu.
C'est pourquoi, au moment où s'achèvent les assises du Dialogue Politique, je voudrais d'abord remercier tous ceux qui, par leur présence ici, ont tenu à témoigner du succès du processus.

Mesdames, Messieurs,
Mes Chers Compatriotes,
Même si la sagesse politique recommande de laisser au temps l'opportunité d'inscrire ou non les événements dans le grand registre de l'histoire, il n'est pas hasardeux de dire que ce Dialogue Politique marquera l'histoire de notre pays. Et, je peux affirmer avec le poète que les fruits passeront la promesse des fleurs.
C'est donc le lieu de féliciter tous ceux qui, jour et nuit, ont travaillé pour parvenir à cet accomplissement.

Je pense d'abord aux participants à la phase préparatoire, qui ont eu le mérite de jeter les bases, de labourer le terrain, de tracer les sillons.
J'ai ensuite à l'esprit les acteurs de la Société civile qui, dans un élan de mobilisation formidable au cours de la phase citoyenne, se sont exprimés librement, pour formuler des propositions à l'endroit des acteurs politiques de la Majorité et de l'Opposition, conviés à la phase politique du Dialogue.

Nous venons donc de prendre connaissance, séance tenante, des conclusions auxquelles vous êtes parvenus à l'issue de votre conclave au Stade d'Angondjé. Soyez-en chaleureusement félicités.
En cet instant heureux, j'ai une pensée particulière pour les membres de la facilitation nationale et internationale : les Représentants des Confessions religieuses et l'envoyé spécial de l'Union africaine. Par ma voix, le peuple gabonais leur exprime sa gratitude.

Mesdames et Messieurs,
Mes Chers Compatriotes,
La présentation qui vient d'être faite des résultats du Dialogue politique renseigne bien sur le climat qui a prévalu lors des assises d'Angondjé et rend témoignage de ce qu'est, en son économie générale, la négociation politique.

En effet, nous avons assisté à une confrontation, parfois vive, de points de vue divergents sur des sujets d'intérêt commun engageant l'avenir de notre pays, le Gabon.

Les vertus de l'exercice sont indéniables et parfaitement connues des théoriciens comme des praticiens de la négociation. Et je ne résisterai pas au plaisir de citer un philosophe-diplomate pour qui « *L'incapacité ordinaire des sociétés humaines à s'entendre spontanément pour trouver la clé de situations inconciliables et d'intérêt concurrents nécessite la négociation, qui substitue l'échange des paroles à l'imposition de la violence* ».

En un mot comme en cent, en optant pour le dialogue à Angondjé, vous avez clairement fait le choix de l'échange de paroles pour proposer des solutions aux problèmes du Gabon, plutôt que d'escompter, vainement, sur le funeste verdict de l'affrontement violent. Ce faisant, vous vous êtes montrés à la fois dignes et fidèles à nos traditions, célébrant les vertus de la



Photo : Bandoma

Le président de la République, chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba.

palabre au corps de garde, lieu par excellence du débat public.

Il est vrai que, au corps de garde, tout le monde n'est pas qualifié pour s'exprimer. Il est tout aussi vrai que certains peuvent avoir de meilleures chances d'être plus écoutés et d'autres de bonnes raisons d'être entendus.

Mais le plus important est que, au final, les uns et les autres se considèrent, à des degrés divers, co-auteurs des décisions prises, y compris ceux qui n'avaient pas jugé nécessaire d'y prendre part.

De fait, par ce mécanisme traditionnel de prise de décision, il s'agissait de préserver l'essentiel, c'est-à-dire le lien social, le vivre-ensemble, par-delà les controverses et les polémiques inhérentes au pluralisme politique.

En allant donc à Angondjé, vous saviez qu'il n'y avait pas de triomphe particulier à attendre, de bataille personnelle à gagner, d'acquis particulier à préserver, de territoire politique à conquérir, mais que l'exercice commandait d'œuvrer à englober son intérêt particulier dans l'intérêt commun, sa position partisane dans le consensus, justement tenu pour « *une aliénation joyeuse* ».

Mesdames et Messieurs,
Mes Chers Compatriotes,
Le choix du consensus comme mode exclusif de prise de décision lors de vos assises aura donc été en parfaite synergie avec l'esprit et la lettre de la palabre africaine en général, et gabonaise en particulier.

Vous avez ainsi fait le choix de la fidélité à ce que nous, Gabonais, nous sommes : ni un peuple de démons, ni un peuple d'anges, mais un peuple épris de paix. Tel est notre singularité d'être-au-monde.

Sans remonter plus loin dans notre histoire, on peut faire le constat de la récurrence des Accords politiques depuis la fermeture de la longue parenthèse du Parti unique : avant-hier c'était les Accords de Paris, hier les Accords d'Arambo, aujourd'hui les Accords d'Angondjé...

Cela confirme que le consensus a toujours été le lubrifiant de la vie socio-politique de notre pays depuis l'indépendance. Il est la manifestation politique la plus éclatante de notre obsession collective de la paix. J'entends déjà murmurer de loin, les adeptes de la parole polémique.

Je les imagine dénoncer cette récurrence comme la manifestation de la permanence des problèmes n'ayant jamais fait l'objet d'une résolution définitive.

A quoi il sied de répondre, humblement,

que c'est plutôt le signe manifeste que la démocratie, chez nous comme ailleurs dans le monde, reste fondamentalement un projet inachevé. Un projet qui, néanmoins, avance chaque jour vers un horizon dont nul ne connaît la limite précise.

Mesdames et Messieurs,
Mes Chers Compatriotes,
Le monde évolue, et le Gabon avec lui ! Même lorsqu'il s'agit de problèmes plutôt anciens, les circonstances nouvelles exigent de l'homme raisonnable qu'il s'attèle à rechercher les solutions appropriées, pour être vraiment de son époque. C'est ce que vous avez réussi à faire au cours de ce Dialogue Politique.

J'en veux pour preuve, pour ne m'en tenir qu'à quelques exemples, les propositions audacieuses que vous avez formulées au sujet de la contribution des partis politiques dans la consolidation de la paix et la cohésion nationale. Je pense en particulier à la nécessité d'assurer une instruction politique aux militants.

En effet, je suis d'avis avec vous pour dire que les partis politiques doivent s'engager à jouer un rôle pédagogique dans la formation, l'éducation à la citoyenneté et l'encadrement politique de leurs militants, notamment dans le sens de la consolidation de la paix et de la cohésion nationale, par la sacralisation de la culture de la non-violence.

S'engager sur cette voie serait inédit, mais tout aussi utile que la fonction primordiale de concourir à l'expression du suffrage universel. En clair, tout en participant aux élections, les partis politiques doivent, dans l'animation de la vie publique, contribuer activement à la socialisation des militants.

Je note également que, dans l'intérêt supérieur de notre pays, vous préconisez la signature d'une trêve sociale d'une durée de 3 à 5 ans entre le Gouvernement, le patronat et les organisations des travailleurs. Le but recherché étant de trouver des solutions durables aux problèmes posés, dans un climat garantissant la poursuite du développement économique et social de notre pays.

Mesdames, Messieurs
Mes chers compatriotes,
S'agissant des réformes institutionnelles et électorales, les mesures préconisées sont audacieuses.

L'orientation générale participe d'une volonté claire de renforcer la légitimité des institutions par une libre participation des

citoyens à l'élaboration de la décision publique, à travers des représentants légitimes et habités par le sens de l'intérêt général, en un mot des patriotes.

Qu'il s'agisse du retour au scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour les élections présidentielle et parlementaire, de la redéfinition des rôles, missions et du périmètre d'actions des organes impliqués dans le processus électoral, ou bien des modalités de la désignation de leurs membres, il y a de bonnes raisons de penser que vous avez jeté les bases de l'écriture de pages nouvelles de l'histoire institutionnelle de notre pays.

Mesdames, Messieurs
Mes chers compatriotes,
Ce sont là des défis pour lesquels il faut du courage politique pour passer de la logique stérile de la confrontation violente à celle du Dialogue.

Lorsque j'appelais à l'organisation de ce dialogue il y a huit (8) mois, je le souhaitais inclusif, c'est-à-dire ouvert à toutes les forces vives de la nation. On peut constater qu'il l'a été. Je le souhaitais sans tabous. On peut également constater qu'il l'a été ; à en juger par ce que nous venons d'écouter.

Bien sûr, il se trouvera toujours de belles âmes, ici comme ailleurs, pour dire qu'il aurait fallu ceci ou cela. Mais il se trouve aussi que des compatriotes ont bien voulu répondre favorablement à mon appel au Dialogue et ont décidé qu'il en soit ainsi. Il faut saluer leur engagement. Signe que ce qui nous unit est toujours plus fort que ce qui peut nous diviser lorsqu'il nous faut dessiner notre destin collectif.

C'est le lieu pour nous de méditer ce propos du Président Léon Mba, prononcé le 17 août 1961.

Ainsi, au moment de célébrer le premier anniversaire de notre indépendance, le Vieux Lutteur rappelait que nos institutions devaient résulter « *de notre prise de conscience d'une originalité propre, du droit inaliénable d'être nous-mêmes et de garder notre personnalité, notre génie particulier formé par un climat, des traditions, des conditions de vie, des manières d'être et une façon de penser différentes des géopolitiques extérieures... Pour un peuple comme pour un individu, c'est en lui-même, aux sources authentiques de sa valeur réelle que chacun doit trouver l'énergie pour résoudre ses propres problèmes et dominer son destin* ».

Mesdames, Messieurs,
Mes chers compatriotes,
Il reste une question capitale, qui a habité et habite encore l'esprit des participants, celle de savoir ce qu'il adviendra des accords signés aujourd'hui.

En réponse, je voudrais me permettre d'inviter les uns et les autres à partager ce mot de Montesquieu, connu pour la profondeur de ses analyses, notamment sur la légitimité du pouvoir politique.

Montesquieu disait, en effet, que « *C'est au législateur à suivre l'esprit de la nation, lorsqu'il n'est pas contraire aux principes du gouvernement ; car nous ne faisons rien de mieux que ce que nous faisons librement et selon notre génie naturel* ».

Vous pouvez donc tenir pour résolument acquis, mon engagement et ma détermination à aider les institutions compétentes à traduire en lois, règlement et décisions ce que vous avez décidé librement, selon le génie naturel de notre peuple.

C'est sur cette note d'engagement et d'espoir renouvelé pour notre pays, que je déclare closes, les assises du Dialogue politique.

Vive la République
Que Dieu bénisse le Gabon,
Je vous remercie.